

## ▪ JOURNAUX / REVUES

### ▪ Articles scientifiques

#### ▪ 2019

· « *Le droit de recours des soumissionnaires non définitivement exclus : 'Le Conte de deux cités'* », *Revue trimestrielle de droit européen (RTDE)* 1/2019, p. 214 s.

· « *L'interdiction des partis dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme : le cas de l'Aube dorée* », in Y. Poirmeur (dir.), *La régulation des partis politiques*, Collection « *Systèmes* », LGDJ, 2019, p. 53 s.

#### ▪ 2018

· « *Un tiers pays nommé sûreté !* », *Revue trimestrielle de droit européen (RTDE)* 1/2018, p. 191 s.

· « *Juge constitutionnel et interprétation des normes* », Rapport national (Grèce) à la XXXIII<sup>e</sup> table ronde internationale de justice constitutionnelle comparée, *Annuaire international de justice constitutionnelle*, volume XXXIII-2017, p. 307 s.

#### ▪ 2017

· « *Le droit public face à la crise de dette souveraine dans la zone Euro* », in *Mélanges en l'honneur du Professeur Gérard Marcou*, IRIS éditions, 2017, pp. 1155 – 1168.

· « *La Cour de justice de l'Union européenne et la crise de la zone Euro : 'La Trahison des images'* », *www.constitutionalism.gr*, 2.4.2017.

· « *Un 'dialogue vivant' des juges hante le droit européen !* », *Revue trimestrielle de droit européen (RTDE)* 1/2017, p. 103 s.

#### ▪ 2016

· « *Éviter le dialogue des juges ou le prix à payer pour le sauvetage de l'euro* », *Revue trimestrielle de droit européen (RTDE)* 1/2016, pp. 146 s.

#### ▪ 2015

· « *L'europanisation de la responsabilité de l'État du fait de la justice* » (Symvoulío tis Epikrateias [Conseil d'État de Grèce] 28 avr. 2014, n° 1501/2014

[Assemblée], *Revue trimestrielle de droit européen (RTDE)* 1/2015, p. 12 s.

#### ▪ 2014

· « *Mandat de... révision constitutionnelle (Anotato Dikastirio Kyprou [Cour suprême de Chypre], 2 septembre 2013, n° 221/2013, Constantinou Michaelides / Avocat Général de la République de Chypre, www.cylaw.org/cgi-bin/open.pl?file=/apofaseis/aad/meros\_1 /2013/1 - 201309-221-13.htm)* », *Revue trimestrielle de droit européen (RTDE)* 1/2014, pp. 244-246

· « *La crise financière et le référé précontractuel : l'interprétation du droit de l'Union européenne conformément au droit national (Symvoulío tis Epikrateias [Conseil d'État de Grèce – Commission des sursis], 8 avr. 2013,*

n° 136/2013 (Assemblée), 24 juillet 2013, n° 317/2013, 7 novembre 2013, n° 475/2013 (Assemblée), et 15 novembre 2013, n° 494/2013, [www.ste.gr](http://www.ste.gr) », *Revue trimestrielle de droit européen* (RTDE) 1/2014, pp. 237-240

· « *L'implication du droit de l'Union Européenne et du droit international dans la lutte contre le terrorisme en Grèce* », in E. Saulnier-Cassia (sld), *La lutte contre le terrorisme dans le droit et la jurisprudence de l'Union européenne*, LGDJ, 2014, σελ. 447 – 462

#### ▪ 2013

« Un État devant la faillite : entre droit et non-droit », [www.constitutionalism.gr](http://www.constitutionalism.gr), 10.12.2013

« Le juge national, le droit de l'Union européenne et la crise financière (Symvoulio tis Epikrateias [Conseil d'État de Grèce], 4 novembre 2011, n° 3470/2011[Ass.] et 20 février 2012, n° 668/2012 [Ass.]) », *Revue trimestrielle de droit européen* (RTDE) 1/2013, pp. 147 s., not. pp. 147 – 152.

#### ▪ 2012

· « *L'influence du droit de l'Union européenne sur le système de contrôle juridictionnel de constitutionnalité des lois : les paradigmes français et grec* », *Revue française de droit constitutionnel* (RFDC) 2012 (n° 91), pp. 537-561.

· « *L'influence officieuse du droit de l'Union européenne sur le droit national: l'invocation de la jurisprudence de la Cour de justice dans des affaires ne relevant pas du champ d'application du droit de l'Union européenne [Conseil d'État de Grèce (Symvoulio tis Epikrateias), 29 août 2011, n° 2535/2011 (renvoi à l'Assemblée)]* », in « *Jurisprudences nationales intéressant le droit de l'Union européenne (2011)* », *Revue trimestrielle de droit européen* (RTDE) 1/2012, pp. 271 s., not. pp. 277 – 282.

#### ▪ 2011

· « *Grèce* » [Dossier : Le contentieux des contrats publics en Europe], *Revue française de droit administratif* (RFDA) 1/2011, pp. 31 - 46.

· « *Jurisprudences nationales intéressant le droit de l'Union européenne (2010-2011)* », *Revue trimestrielle de droit européen* (RTDE) 2/2011, pp. 497 s., not. p. 506-509.

#### ▪ 2010

· « *Jurisprudences nationales intéressant le droit de l'Union européenne (2009 )* », *Revue trimestrielle de droit européen* (RTDE) 2/2010, pp. 433 – 451.

· « *Jurisprudences nationales intéressant le droit de l'Union européenne (2009-2010)* », *Revue trimestrielle de droit européen* (RTDE) 4/2010, pp. 961 – 973.

#### ▪ 2009

· « *Constitution et handicap : le paradigme hellénique d'un État de droit social* », in: O. Guézou et St. Manson (sld), *Droit public et handicap, ouvrage collectif*, Dalloz 2009, pp. 113 – 126.

#### ▪ 2008

· « *L'apport de la protection de la libre concurrence à la théorie du contrat administratif* », *Revue du droit public* (RDP) 2/2008, pp. 423 – 454.

**2004**

· « *La C.J.C.E. est-elle compétente pour harmoniser les réglementations nationales par voie jurisprudentielle ? Réflexions sur les limites de l'interprétation créative du droit communautaire par la C.J.C.E.* », in : *Problèmes d'interprétation. À la mémoire de Constantinos N. Kakouris*, Éditions A.N. Sakkoulas – Bruylant, 2004, pp. 505 – 520.

**1997**

· « L'apport de la notion de fait administratif institutionnel à la théorie du droit administratif », in *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, (revue belge) 1997, n° 38, pp. 17 – 84.

**AUTRES ARTICLES (ARTICLES PUBLIÉS DANS DES REVUES PROFESSIONNELLES OU TECHNIQUES, ETC.) EN ANGLAIS OU EN LANGUE ÉTRANGÈRE (SHS UNIQUEMENT)****2019**

· « *La révision constitutionnelle n'est pas un pari politique* », *www.constitutionalism.gr*, 28.01.2019.

· « *La prévisibilité de la révision constitutionnelle* », *www.constitutionalism.gr*, 14.02.2019.

**2018**

· « *La possibilité d'engager la Chambre des députés qui se prononce sur la révision constitutionnelle à partir des instructions de fond de la Chambre des députés qui propose cette révision* », *www.constitutionalism.gr*, 27.11.2018.

**2017**

· « *La résolution par l'arbitrage des litiges de l'État et des personnes morales de droit public* », *Journal de droit administratif* (revue grecque) 6/2017, pp. 654-661.

· « *Les droits fondamentaux à la merci du dialogue des juges* », *www.constitutionalism.gr*, 19.6.2017.

· « *La déréglementation constitutionnelle* », *Journal de droit administratif* (revue grecque) 1/2017, pp. 73-80.

**2016**

· « *Article 100 – La Cour spéciale suprême* », in F. Spyropoulos, X. Kontiades, Ch. Anthopoulos et G. Gerapetritis (sld), *Constitution. Interprétation article par article*, Centre européen de droit constitutionnel, Editions Sakkoulas, Athènes-Salonique, 2016, pp.1566-1598.

· « *Entre Simmenthal II et Vallianatos e.a. c. Grèce : le contrôle juridictionnel de la constitutionnalité des lois heurtant aux deux cours européennes* », in L. Papadopoulou, E. Prévédourou et K.Gogos (sld), *La Cour de justice de l'Union. Garant du bon fonctionnement de l'Union européenne et des droits des citoyens. Colloque en l'honneur du Professeur M. Vassilios Skouris, Président de la Cour de justice de l'Union européenne*, Editions Sakkoulas, Athènes-Salonique, 2016, p. 85 s.

**2015**

· *La Constitution grecque et la réserve du possible en matière de protection des droits sociaux fondamentaux : « soyez réalistes, demandez l'impossible »*, *Journal de droit administratif* (revue grecque) 4/2015, pp. 417-442.

**2014**

· « *Le droit de l'Union européenne et l'émancipation des tribunaux administratifs et des cours administratives*

*d'appel à l'égard du Conseil d'État », Journal de droit administratif (revue grecque) 1/2014, pp. 10-17*

· **2013** « *Le rapport du contrôle exercé par la Cour des comptes avec d'autres types de contrôle de légalité de la passation des marchés publics en droit national », Journal de droit administratif (revue grecque) 4/2013, pp. 457-465*

· « *La proposition de créer une cour constitutionnelle sous le prisme de l'évolution des rapports entre le droit national et le droit de l'Union européenne », www.constitutionalism.gr, 21.6.2013.*

#### ▪ 2012

· « *L'intérêt public sous le prisme de la crise économique. Réflexions sur les arrêts n° 693/2011, 1620/2011 et 2094/2011 du Conseil d'État grec », Journal de droit administratif (revue grecque) 1/2012, pp. 100 – 112.*

· « *La modification du sujet des droits constitutionnels », Journal de droit administratif (revue grecque) 2/2012, pp. 146 – 171.*

#### ▪ 2011

· « *Entre ordre juridique national et ordre juridique du droit de l'Union européenne : le 'Mémoire' en tant que reproduction de la crise de l'État de droit », www.constitutionalism.gr, 24.01.2011.*

· « *La déconstruction des universités et la faillite sélective de la Constitution », Journal de droit administratif (revue grecque) 3/2011, pp. 336 – 340.*

#### ▪ 2010

· « *L'État de droit et la souveraineté nationale devant le Fond Monétaire International », Journal de droit administratif (revue grecque) 1/2010, pp. 2 – 3.*

· « *Remplacement du sous-traitant et transparence durant l'exécution des concessions de services. Commentaire sur l'arrêt de la Cour de justice C-91/08, Wall AG », Journal de droit administratif (revue grecque), 4/2010, pp. 476 – 483.*

· « *Investir à l'État de droit », Journal de droit administratif (revue grecque) 5/2010, pp. 586 – 588.*

· « *Le nouveau contentieux des marchés publics : encore une occasion perdue », Journal de droit administratif (revue grecque) 5/2010, pp. 595 – 605.*

#### ▪ 2009

· « *Est-ce qu'on doit ouvrir davantage à la concurrence les élections européennes ? Réflexions sur l'arrêt n° 1784/2009 du Conseil d'État grec », Journal de droit administratif (revue grecque) 3/2009, pp. 274 - 291.*

· « *La protection juridictionnelle provisoire durant la passation des marchés publics, les impasses du dualisme juridictionnel et la réticence du juge administratif. Commentaire sur l'arrêt n° 601/2009 de la Commission de sursis du Conseil d'État grec », Journal de droit administratif (revue grecque) 3/2009, pp. 334-344.*

· « *L'extension du bloc de constitutionnalité en matière de contrôle de la légalisation des situations arbitraires. Commentaire sur l'arrêt n° 3500/2009 du Conseil d'État grec », Journal de droit administratif (revue grecque) 5/2009, pp. 594 - 598.*

· « *Le contrôle incident des actes réglementaires est illimité. Observations sur l'arrêt n° 3839/2009 du Conseil d'État grec », Journal de droit administratif (revue grecque) 6/2009, pp. 755 - 757.*

· « *Le contrôle diffus et incident de la constitutionnalité des lois en Grèce sous le prisme du droit communautaire », Journal de droit administratif (revue grecque) 6/2009, pp. 825 - 847.*

**2008**

- « *Entre objectifs constitutionnels et limites constitutionnelles : l'évolution dialectique de la réalité constitutionnelle dans les ordres juridiques national et communautaire* », *Journal de droit administratif* (revue grecque) 5/2008, pp. 733 – 752.
- « *La succession des personnes publiques* », *Journal de droit administratif* (revue grecque) 4/2008, p. 569 - 582.
- « *De la construction arbitraire à la législation arbitraire. Réflexions sur l'apport du juge administratif à la rationalisation de l'activité étatique à propos de l'arrêt n° 3610/2007 du Conseil d'État grec* », *Loi & Nature* (revue grecque) février 2008.
- « *L'obligation d'interprétation et d'application du droit du contentieux administratif conformément au droit communautaire* », *Journal de droit administratif* (revue grecque) 1/2008, pp. 102 - 124.

**2007**

- « *Le recours des tiers à l'encontre d'un contrat administratif : un revirement spectaculaire de la jurisprudence du Conseil d'État français qui anticipe les évolutions du droit communautaire* », *Marchés Publics et Aides d'État* (revue grecque) 1-3/2007, pp. 33 – 39.
- « *La réinvention du droit des marchés publics* » - Note sous l'arrêt du Conseil d'État, Ass., 16.7.2007, Société Tropic Travaux Signalisation, *Journal de droit administratif* (revue grecque) 4/2007, pp. 482 - 492.
- « *L'article 16 de la Constitution grecque, le droit communautaire et le Conseil d'État.... dix ans plus tard* », *Journal de droit administratif* (revue grecque) 2/2007, pp. 131 - 147.

**2006**

- « **Protection de la libre concurrence et transparence : limites ou objectifs de l'interventionnisme étatique?** », *Journal de droit administratif* (revue grecque) 6/2006, pp. 758 – 763.
- « **L'inconstitutionnalité des autorisations d'opportunité ou la fin du pluralisme économique de la Constitution grecque ?** » - Note sous l'arrêt n° 2194/2006 du Conseil d'État grec, *Journal de droit administratif* (revue grecque) 5/2006, pp. 575 – 583.
- « *Le système de la justice administrative selon la Constitution grecque. Réflexions à propos de la nouvelle procédure de révision constitutionnelle* », *Journal de droit administratif* (revue grecque) 5/2006, pp. 554 – 559.
- « *La limitation de la rétroactivité des arrêts d'annulation du juge administratif* ». Note sous l'arrêt n° 808/2006 du Conseil d'État grec, *Journal de droit administratif* (revue grecque) 3/2006, pp. 328 – 338.
- « *Vers une limitation générale de l'exception d'illégalité des actes réglementaires* » - Note sous l'arrêt n° 764/2006 du Conseil d'État grec, *Journal de droit administratif* (revue grecque) 2/2006, pp. 186 – 191.
- « *Cour constitutionnelle et Droit Communautaire : Taking European Law Seriously* », *Journal de droit administratif* (revue grecque) 1/2006, pp. 10 – 11.

**2005**

- « *La réglementation des offres anormalement basses par la loi n° 3263/2004* », *Marchés Publics et Aides d'État* (revue grecque) 2005, pp. 304 – 315.
- « *Le recours préjudiciel auprès de la Cour de justice des communautés européennes dans le cadre du référé précontractuel* », *Marchés Publics et Aides d'État* (revue grecque) 2005, pp. 166 – 178.
- « *La possibilité d'une juridiction unique pour les litiges privés et les litiges administratifs selon l'article 94* »

par. 3 de la Constitution grecque », *Revue de droit public et de droit administratif* (revue grecque) 2005, pp. 258 – 286.

#### ▪ 2004

- « *Les droits fondamentaux dans la jurisprudence du Conseil d'État grec* », in: M. Tsapogas – D. Christopoulos (dir.), *Les droits fondamentaux en Grèce 1953 – 2003. De la fin de la guerre civile à la fin de la transition démocratique*, Éditions Kastaniotis, Athènes 2004, pp. 439 – 468.
- « *Le juge administratif et la modernisation du droit des marchés publics* », *Applications de droit public* (revue grecque) II/2004, p. 427 – 459.
- « **L'obligation pour l'administration de se conformer aux référés administratifs d'urgence** », in : *Mélanges en l'honneur du Conseil État grec – 75 ans*, Éditions Sakkoulas, Athènes – Salonique 2004, pp. 525 – 549.

#### ▪ 2003

- « *La conception institutionnelle de la compétence des organes administratifs* », *La Constitution* (revue grecque) 6/2003, pp. 1011 – 1053.
- « *La protection de l'environnement comme critère de sélection dans l'attribution des marchés publics* », *Environnement & Droit* (revue grecque) 1/2003, pp. 36 – 51.
- 2002 « *Le contrôle d'office de la constitutionnalité des lois* ». Note sous l'arrêt CEH 3195/2000 », *Droits de l'homme* (revue grecque) 16/2002, pp. 1175 – 1193.
- « *Avis de marchés et exception d'illégalité des actes réglementaires* » - Note sous l'arrêt CEH, Ass., 1415/2000, *Droits de l'homme* (revue grecque) 14/2002, pp. 513 – 534.
- 2001 « *Les relations entre l'Église et l'État sous le prisme de la soumission de la première à la notion du secteur public et à législation sur la transparence économique* », *Revue de droit public et de droit administratif* (revue grecque) 4/2001, pp. 656 – 676.

#### ▪ OUVRAGES

- Monographies et ouvrages scientifiques, éditions critiques, traductions (SHS uniquement)

#### ▪ 2019

- *La déréglementation constitutionnelle en Europe*, Éditions Sakkoulas, Athènes – Salonique (pages XVI + 272)

#### ▪ 1997

- *La notion de droits acquis en droit administratif français*, Paris, L.G.D.J. [Coll. « *Bibliothèque de Droit Public* », tome n° 188], pages 604, préface Y. Gaudemet.

- Monographies et ouvrages scientifiques, éditions critiques, traductions en anglais ou en langue étrangère (SHS uniquement)

#### ▪ 2019

- *Marchés publics et contrats de concession. Grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, Éditions Sakkoulas, Athènes – Salonique (pages XV + 532)

**2013**

· *L'influence du droit de l'Union européenne sur le contrôle juridictionnel de la constitutionnalité des lois*, Éditions Sakkoulas, Athènes – Salonique (pages XIV + 546).

**2006**

· *La protection de la libre concurrence pendant l'exécution des contrats administratifs*, Éditions A.N.Sakkoulas, Athènes – Komotini (pages 845).

**2004**

· Directeur d'édition du manuel des A. Gerontas, S. Lytras, P. Pavlopoulos, G. Sioutis et S. Flogaitis, *Droit administratif*, Éditions A.N.Sakkoulas, Athènes – Komotini (pages 426).

**2003**

· *L'opacité exigée par la concurrence effective en droit communautaire des marchés publics*, Éditions A.N.Sakkoulas, Athènes – Komotini (pages 240).

**1999**

· *Données statistiques et preuve des discriminations en raison du sexe*, Éditions A.N.Sakkoulas, Athènes – Komotini (pages 209).

**1998**

· *L'obligation de retrait des actes administratifs individuels 'semblables' à un acte annulé*, Éditions A.N.Sakkoulas, Athènes – Komotini (pages 155).

**COLLOQUES / CONGRÈS, SÉMINAIRES DE RECHERCHE**

▪ Autres produits présentés dans des colloques / congrès et des séminaires de recherche (SHS uniquement)

· **5 - 6 décembre 2013** - Centre de recherche "Versailles Institutions Publiques" (VIP) του Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines - Faculté de Droit et de Science Politique - « *La fin du droit ?* ».

· **8 - 9 septembre 2017** - XXXIIIe Table ronde internationale de justice constitutionnelle - Institut Louis Favoreu - « *Juge constitutionnel et interprétation des normes* »

· **7 et 8 septembre 2018** - XXXIVe Table ronde internationale de justice constitutionnelle comparée - Institut Louis Favoreu - « *Égalité, Genre et Constitution* »

**ACTIVITÉS ÉDITORIALES**

▪ Participation à des comités éditoriaux (journaux scientifiques, revues, collections, etc)

**2009**

· Collaborateur de la revue juridique française « *Revue trimestrielle de droit européen* » (participation à la chronique « *Jurisprudences nationales intéressant le droit de l'Union européenne* », sous la direction d'E. Saulnier-Cassia)

**2006**

· Coordinateur d'édition de la revue juridique grecque « *Journal de droit administratif* »

#### ▪ DIRECTION DE COLLECTIONS ET DE SÉRIES

##### ▪ 2019

· Directeur de la collection « *Grands arrêts* » parue aux Éditions Sakkoulas, Athènes – Salonique

· « *Le droit de recours des soumissionnaires non définitivement exclus : 'Le Conte de deux cités'* », *Revue trimestrielle de droit européen* (RTDE) 1/2019, p. 214 s.

· « *L'interdiction des partis dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme : le cas de l'Aube dorée* », in Y. Poirmeur (dir.), *La régulation des partis politiques*, Collection « *Systèmes* », LGDJ, 2019, p. 53 s.

##### ▪ 2018

· « *Un tiers pays nommé sûreté !* », *Revue trimestrielle de droit européen* (RTDE) 1/2018, p. 191 s.

· « *Juge constitutionnel et interprétation des normes* », Rapport national (Grèce) à la XXXIIIe table ronde internationale de justice constitutionnelle comparée, *Annuaire international de justice constitutionnelle*, volume XXXIII-2017, p. 307 s.

· **2017** « *Le droit public face à la crise de dette souveraine dans la zone Euro* », in *Mélanges en l'honneur du Professeur Gérard Marcou*, IRIS éditions, 2017, pp. 1155 – 1168.

· « *La Cour de justice de l'Union européenne et la crise de la zone Euro : 'La Trahison des images'* », [www.constitutionalism.gr](http://www.constitutionalism.gr), 2.4.2017.

· « *Un 'dialogue vivant' des juges hante le droit européen !* », *Revue trimestrielle de droit européen* (RTDE) 1/2017, p. 103 s.

##### ▪ 2016

· « *Éviter le dialogue des juges ou le prix à payer pour le sauvetage de l'euro* », *Revue trimestrielle de droit européen* (RTDE) 1/2016, pp. 146 s.

##### ▪ 2015

· « *L'eupéanisation de la responsabilité de l'État du fait de la justice* » (Symvoulío tis Epikrateias [Conseil d'État de Grèce] 28 avr. 2014, n° 1501/2014

· [Assemblée], *Revue trimestrielle de droit européen* (RTDE) 1/2015, p. 12 s.

· **2014** « *Mandat de... révision constitutionnelle (Anotato Dikastirio Kyprou [Cour suprême de Chypre], 2 septembre 2013, n° 221/2013, Constantinos Michaelides / Avocat Général de la République de Chypre, [www.cylaw.org/cgi-bin/open.pl?file=/apofaseis/aad/meros\\_1/2013/1-201309-221-13.htm](http://www.cylaw.org/cgi-bin/open.pl?file=/apofaseis/aad/meros_1/2013/1-201309-221-13.htm))* », *Revue trimestrielle de droit européen* (RTDE) 1/2014, pp. 244-246

· « *La crise financière et le référé précontractuel : l'interprétation du droit de l'Union européenne conformément au droit national (Symvoulío tis Epikrateias [Conseil d'État de Grèce – Commission des sursis], 8 avr. 2013, n° 136/2013 (Assemblée), 24 juillet 2013, n° 317/2013, 7 novembre 2013, n° 475/2013 (Assemblée), et 15 novembre 2013, n° 494/2013, [www.ste.gr](http://www.ste.gr))* », *Revue trimestrielle de droit européen* (RTDE) 1/2014, pp. 237-240

· « *L'implication du droit de l'Union Européenne et du droit international dans la lutte contre le terrorisme en Grèce* », in E. Saulnier-Cassia (sld), *La lutte contre le terrorisme dans le droit et la jurisprudence de l'Union européenne*, LGDJ, 2014, σελ. 447 – 462



**2013**

« Un État devant la faillite : entre droit et non-droit », [www.constitutionalism.gr](http://www.constitutionalism.gr), 10.12.2013

· « *Le juge national, le droit de l'Union européenne et la crise financière (Symvoulio tis Epikrateias [Conseil d'État de Grèce], 4 novembre 2011, n° 3470/2011[Ass.] et 20 février 2012, n° 668/2012 [Ass.])* », *Revue trimestrielle de droit européen (RTDE)* 1/2013, pp. 147 s., not. pp. 147 – 152.

· **2012** « *L'influence du droit de l'Union européenne sur le système de contrôle juridictionnel de constitutionnalité des lois : les paradigmes français et grec* », *Revue française de droit constitutionnel (RFDC)* 2012 (n° 91), pp. 537-561.

· « *L'influence officieuse du droit de l'Union européenne sur le droit national: l'invocation de la jurisprudence de la Cour de justice dans des affaires ne relevant pas du champ d'application du droit de l'Union européenne [Conseil d'État de Grèce (Symvoulio tis Epikrateias), 29 août 2011, n° 2535/2011 (renvoi à l'Assemblée)]* », in « *Jurisprudences nationales intéressant le droit de l'Union européenne (2011)* », *Revue trimestrielle de droit européen (RTDE)* 1/2012, pp. 271 s., not. pp. 277 – 282.

**2011**

· « *Grèce* » [Dossier : Le contentieux des contrats publics en Europe], *Revue française de droit administratif (RFDA)* 1/2011, pp. 31 - 46.

· « *Jurisprudences nationales intéressant le droit de l'Union européenne (2010-2011)* », *Revue trimestrielle de droit européen (RTDE)* 2/2011, pp. 497 s., not. p. 506-509.

**2010**

· « *Jurisprudences nationales intéressant le droit de l'Union européenne (2009 )* », *Revue trimestrielle de droit européen (RTDE)* 2/2010, pp. 433 – 451.

· « *Jurisprudences nationales intéressant le droit de l'Union européenne (2009-2010)* », *Revue trimestrielle de droit européen (RTDE)* 4/2010, pp. 961 – 973.

**2009**

« *Constitution et handicap : le paradigme hellénique d'un État de droit social* », in: O. Guézou et St. Manson (sld), *Droit public et handicap, ouvrage collectif*, Dalloz 2009, pp. 113 – 126.

**2008**

« *L'apport de la protection de la libre concurrence à la théorie du contrat administratif* », *Revue du droit public (RDP)* 2/2008, pp. 423 – 454.

**2004**

« *La C.J.C.E. est-elle compétente pour harmoniser les réglementations nationales par voie jurisprudentielle ? Réflexions sur les limites de l'interprétation créative du droit communautaire par la C.J.C.E.* », in : *Problèmes d'interprétation. À la mémoire de Constantinos N. Kakouris*, Éditions A.N. Sakkoulas – Bruylant, 2004, pp. 505 – 520.

**1997**

· « *L'apport de la notion de fait administratif institutionnel à la théorie du droit administratif* », in *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, (revue belge) 1997, n° 38, pp. 17 – 84.